

N° 125/CA du répertoire

N° 2008-131/CA₁ du Greffe

Arrêt du 27 septembre 2012

INSTANCE : Ibrahim ZOUMA

C/

MJLDH

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête en date à Cotonou du 18 novembre 2008, enregistrée au greffe de la Cour le 26 novembre 2008 sous numéro 643/GCS, par laquelle monsieur Ibrahim ZOUMA, par l'organe de son Conseil, maître Bertin AMOUSSOU, avocat près la Cour d'appel de Cotonou, a introduit un recours en annulation pour excès de pouvoir de l'arrêté n°0585/MJLDH/CAB/SP-C du 09 juin 2008 portant nomination du chef du secrétariat administratif du ministère de la justice, de la législation et des droits de l'homme ;

Vu la loi n° 2004-07 du 23 octobre 2007 portant Composition, Organisation, Fonctionnement et Attributions de la Cour suprême ;

Vu la loi n° 2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Où le Président Grégoire ALAYE en son rapport ;

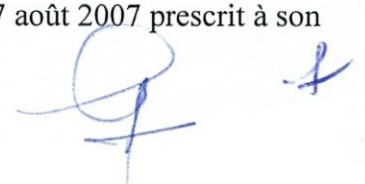
Où le Procureur Général Cyriaque DOGUE en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que par lettre n° 1311/GCS du 03 décembre 2008, une mise en demeure a été adressée au requérant, l'invitant à consigner au greffe de la Cour la somme de quinze mille (15.000) francs et lui rappelant les termes de l'article 6 de la loi n° 2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

Que la mise en demeure est restée sans suite ;

Considérant que la loi n° 2004-20 du 17 août 2007 prescrit à son article 6, alinéa 1^{er} :



« Le demandeur est tenu, sous peine de déchéance, de consigner au greffe de la Cour une somme de quinze mille (15.000) francs dans le délai de quinze jours à compter de la mise en demeure qui lui en sera faite par lettre recommandée ou notification administrative, sauf demande d'assistance judiciaire dans le même délai ».

Que la mise en demeure étant restée sans effet et le requérant n'ayant pas demandé d'assistance judiciaire, il y a lieu de le déclarer déchu de son action et de mettre les frais à sa charge.

PAR CES MOTIFS.

DECIDE :

ARTICLE 1er : Monsieur Ibrahim ZOUMA est déchu de son action.

Article 2 : Les dépens sont mis à la charge du requérant.

Article 3 : Le présent arrêt sera notifié au requérant, au Ministre de la Justice, de la Législation et des Droits de l'Homme et au Procureur Général près la Cour suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême (Chambre Administrative) composée de :

Grégoire ALAYE, Président de la Chambre Administrative,

PRESIDENT ;

| | |
|--------------------------------|-----------------|
| Bernadette OUNDEKANDJI-CODJOVI | } CONSEILLERS ; |
| ET | |
| Victor D. ADOSSOU | |

Et prononcé à l'audience publique du jeudi vingt sept septembre deux mille douze, la Chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

Cyriaque DODGUE, Procureur Général,

MINISTERE PUBLIC ;

Hortense LOGOSSOU-MAHMA,

Greffier ;

Et ont signé

Le Président-rapporteur,

Le Greffier,



Grégoire ALAYE



Hortense LOGOSSOU-MAHMA

